

**Département de Seine-Saint-Denis****Conseil Municipal****Extrait du registre des délibérations  
Séance du 28 mars 2026****Nombre de Conseillers : 33****L'an deux mille vingt-six, le 28 mars 2026, à 10h****Conseillers en exercice : 33**

Présents : 33

Pouvoirs : 0

Votants : 33

**Date de convocation : 24 mars 2026**

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par le M. le Maire sortant, s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle Omnisports - Espace Raymond-Mège, lieu de réunion retenu à titre exceptionnel, conformément à l'article L. 2121-7 du Code général des collectivités territoriales sous la Présidence de Madame Sonia Beaufremez, en qualité de doyenne d'âge.

**Date d'affichage : 24 mars 2026**

La séance est ouverte, sous la Présidence de **Madame Sonia Beaufremez**, doyenne de l'assemblée, conformément à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales. Elle procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

**Étaient présents :**

Nicolas Rondepierre, Patricia Bizouerne, David Pereira, Nathalie Ribemont, Nicolas Cuadrado, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Patricia Djossouvi, Régis Lefèvre, Monique Marginier, Julien Bette, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Yael Azoulay, Josué Kwetukala, Paula Lapczuk, Pascal Guengant, Corinne Lorenzi, Didier Belot, Eulalie Haouam, Jean Calgagni, Isabelle Zerad, Gerard Lepont, Claire Gizard, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Jean-Michel Genestier, Sonia Beaufremez, Montasser Charni, Corinne Raoult, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Thomas Vautrin

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.



Département Seine-Saint-Denis - Ville du Raincy

**DELIBÉRATION N°03/2026**

**OBJET : ELECTION DU MAIRE**

**Madame la Doyenne d'âge** invite le Conseil municipal à procéder à l'élection du Maire ;

**Vu** les articles L. 2122-4, L. 2122-7 et suivants du CGCT ;

**Considérant** que le Maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés ;

**Considérant** que si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

**Considérant** que Madame Sonia Beaufremez, Présidente, invite le Conseil municipal à procéder à l'élection du Maire ;

**Considérant** la candidature de **M. Nicolas Rondepierre** ;

**Considérant** que chaque Conseiller municipal est invité à déposer dans l'urne son enveloppe contenant son bulletin de vote ;

**Après avoir procédé aux opérations de vote ;**

**PREMIER TOUR :**

- Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **33**
- Nombre de Conseillers municipaux présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : **6** (Jean-Michel Genestier, Sonia Beaufremez, Montasser Charni, Corinne Raoult, Annie Sonrier, Thomas Vautrin)
- Nombre de votants : 27
- Bulletins blancs ou nuls : 1
- Suffrages exprimés : 26
- Majorité absolue : 14

**A obtenu :**

- **M. Nicolas Rondepierre** : 26 voix (vingt-six)

**M. Nicolas Rondepierre** ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est élu Maire et est immédiatement installé dans ses fonctions.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Trésorier.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.**

Pour extrait conforme,  
Le Raincy, le 28 mars 2026

La Présidente de séance  
**Sonia Beaufremez**



La secrétaire de séance  
**Amélia Morise-Zambrano**



**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).